ASSEMBLÉE NATIONALE

20 mars 2020

D'URGENCE POUR FAIRE FACE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19 - (N° 2762)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL99

présenté par

M. Charles de Courson et M. Pancher

ARTICLE 7

A l'alinéa 19, substituer aux mots :

« très petites entreprises »

les mots :

« microentreprises, au sens du décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à limiter la suspension du paiement des loyers, des factures d'électricité et de gaz pour les TPE et les micro-entrepreneurs, à la durée de l'état d'urgence sanitaire.